

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PARAGON direct marketing

1 rue de l'avenir
ZI de la Vignette - BP 1
59126 Linselles

Références : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007
Code AIOT : 0007001636

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement PARAGON direct marketing implanté 1, rue de l' Avenir ZI de la Vignette - BP 1 59497 LINSELLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre des visites pluriannuelles de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARAGON direct marketing
- 1, rue de l' Avenir ZI de la Vignette - BP 1 59497 LINSELLES
- Code AIOT : 0007001636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société, fondée en 1950 à Tourcoing, est implantée sur le site de Linselles depuis 1996. Elle est spécialisée dans la fabrication et le traitement des plis liés au marketing direct et relance client, tant avec la V.P.C. (Les 3 Suisses, La Redoute et leurs filiales) qu'avec la Poste ou des organismes de crédit (Cofidis, Finaref).

Les bobines de papier sont imprimées sur des rotatives Offset puis si nécessaire sur une machine flexographique (encre grattable, gomme). Elles sont ensuite dirigées vers la perforation/découpe. Ensuite, les produits peuvent être personnalisés (impression à jet d'encre), et sont acheminés vers la

finition. En final, les documents sont mis sous film ou sous enveloppe, puis sont expédiés.

La société PARAGON Direct Marketing est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation par arrêté préfectoral du 05 décembre 2007 pour l'exploitation d'un atelier d'imprimerie et de transformation du papier.

Le site est autorisé pour :

- la transformation du papier : capacité de production de 213,5 t/j (rubrique 2445.1) ;
- l'impression par flexographie avec encres solubles à l'eau : quantité de produit consommée de 500 kg par jour (rubrique 2450.2),
- l'impression sur rotatives offset : 3 lignes de production (rubrique 2450-1),
- l'impression par flexographie et opérations connexes, la quantité totale de produits consommés étant égale à 2555 kg/j (rubrique 2450-2-a),
- le dépôt de papiers usés ou souillés : quantité maximale de 63 tonnes (ancienne rubrique 329, désormais rubrique 2714).

Le site a été placé en redressement judiciaire en 2016. il a été repris par le groupe PARAGON en 2017 et a fait l'objet d'un changement de nom en 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site de la société PARAGON DIRECT MARKETING a beaucoup évolué depuis la précédente visite d'inspection. Le responsable du site a pu fournir l'ensemble des éléments relatifs au suivi du site (rapport de contrôle annuel). Toutefois, le suivi administratif de la société nécessite un gros travail de mise à jour, notamment en terme de classement des activités.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 1,5,5	L'exploitant doit déposer un PAC pour régulariser sa situation administrative

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,2	Sans objet
3	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,4	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,5	Sans objet
5	Plan d'intervention interne	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,6,2	Sans objet
6	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,7,2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement doit faire l'objet d'un porter à connaissance afin de permettant d'actualiser l'arrêté d'autorisation du site et notamment le classement des installations. Les modifications apportées sur le site ne semble pas augmenter le risque présenté par l'installation. En effet, Les modicifactions sont essentiellement des baisses ou l'arrêt de certaines activités du site. Les moyens d'intervention sont conformes aux moyens prescrits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 1,5,5
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant
Constats : Le site a fait l'objet d'un redressement judiciaire en 2016. Il a été racheté par le groupe PARAGON en 2017 et a fait l'objet d'un changement de nom en 2021. Les activités autorisées ont évoluées avec la fermeture d'un bâtiment et la suppression de lignes d'impression et de façonnage. En parallèle de l'évolution des activités du site, la nomenclature des installations classées a évolué : suppression de la rubrique 329, modification des seuils de classement de la rubrique 2445, modification des critères de classement de la rubrique 2450, modification des modalités de classement sous les rubriques 1510 et 1530, modification des seuils de la rubrique 2920.
Observations : L'exploitant dépose sous un mois un porter à connaissance décrivant l'évolution des modifications du site et l'impact sur le classement du site. Il devra se positionner sur les prescriptions applicables à son site et faire un point sur les moyens de prévention et d'intervention présents sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les différents rapports de contrôle et entretiens des moyens d'intervention ont été présentés à l'inspection. Extincteurs et RIA : LST 27/04/22 Electrique + thermographie : APAVE 23/02/22 PCF : LST 25/03/22 désenfumage : LST 20/05/22 + travaux de remise en état et réparation FA456985 du 8/6/22 et DE0584408 du 19/04/22 Foudre : APAVE 23/02/22
Observations : Des gros travaux sont en cours sur la centrale RIA pour la remettre à niveau suite à des problèmes de pression constatés. L'exploitant informera l'inspection de la remise en état du réseau RIA du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>une réserve d'eau constituée au minimum de 300 m³ et d'un bassin de 350 m³, accessible et utilisable en permanence, en tenant compte des hydrants publics (5 dans un rayon de 400m), le débit disponible doit être au minimum de 270 m³/h sur 2 h.</p> <p>des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, être visibles et accessibles ;</p> <p>des Robinets d'Incendie Armés de 33 mm, ils sont disposés de telle manière que deux jets puissent se croiser sur le foyer, à proximité des issues ; ils sont conformes aux normes françaises (61 201 et 61 101), visibles et accessibles;</p> <p>des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté la présence d'extincteurs sur site, tous accessibles. Les plans sont affichés.</p> <p>Le site dispose d'une citerne de 300 m³ et d'un bassin de 350 m³. Ce dernier est testé tous les ans par le SDIS de BOUSBECQUE. Ces réserves sont alimentées automatiquement dès l'atteinte d'un niveau bas.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</p> <p>les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</p> <p>les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</p> <p>la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,5
la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : L'inspection a constaté la présence des différentes consignes affichées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan d'intervention interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,6,2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir, sous 3 mois, un plan d'intervention interne (P.I.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.</p> <p>Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager des agents devant engager ces actions ; pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ; les principaux numéros d'appels ; des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent : <ul style="list-style-type: none"> les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants,...) ; l'état des différents stockages (nature, volumes...) ; les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ; les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ; les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques). toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> la toxicité et les effets des produits rejetés ; leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ; la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ; les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ; les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ; les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. <p>Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.</p> <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des Services de Secours.</p> <p>Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnel susceptible d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.</p> <p>Les plans de l'établissement devront être transmis au Centre d'Incendie et de Secours compétent en vue de répertorier l'établissement.</p> <p>Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager des actions cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,6,2
les prescriptions édictées par le présent arrêté.
Le préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.
Les consignes d'incendie doivent être affichées, notamment : le n° de téléphone d'appel urgent d'alerte des Pompiers : 18 ; l'accueil et le guidage des secours ; les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.
Constats : Le plan d'intervention interne (PII) est revu tous les ans à l'occasion des recyclages incendie. Le PII a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7,7,7,2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement ou à tout dispositif présentant des garanties équivalentes étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 650 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 650 m3, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête permettant un rejet de 2l/s/ha.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un bassin de rétention de 658 m³. Deux vannes de coupure permettent d'isoler le site. Ces dernières sont testées et manœuvrées tous les ans.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de mettre en place une identification claire des agents en charge de la fermeture de ces vannes lors d'un sinistre avec la mise en place d'un système de type astreinte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet